

Soudan/Politique

Les chefs de la contestation menacent d'une action de désobéissance civile

AFP
Khartoum/Soudan

Manifestation de leur exaspération devant ce qu'ils considèrent comme des atermoiements de la part des généraux.

LES leaders de la contestation au Soudan ont accusé hier les généraux de chercher à retarder la transition du pouvoir à une autorité civile et menacé de lancer un mouvement national de "désobéissance".

La crise s'envenime dans le pays en proie depuis décembre à un mouvement de contestation inédit qui a poussé à la destitution le 11 avril par l'armée du président Omar el-Béchir qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis près de trois décennies.

Tirant leurs forces des milliers de manifestants qui campent depuis le 6 avril devant le QG de l'armée à Khartoum, les chefs de la contestation réclament désormais un transfert rapide du pouvoir à une autorité civile.

Le Conseil militaire de transition qui a succédé à M. Béchir est accusé d'atermoyer sur un transfert du pouvoir après plusieurs réunions avec l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui représente les

manifestants.

"Les formes d'escalade sont (déjà) définies : poursuivre les sit-in et préparer un mouvement de désobéissance civile", a déclaré à la presse l'un des chefs de la contestation, Khaled Omar Youssef.

Il a jugé "décevantes" les réponses des généraux aux propositions de son groupe et estimé qu'elles risquaient de plonger le pays dans une "situation dangereuse".

Dans un premier temps, l'ALC, dont des représentants laïcs venant notamment du Parti communiste, ont publié un communiqué comportant leur réponse aux réserves du Conseil militaire à leur vision de la période de transition.

"La réponse du Conseil militaire va dans le sens d'une prolongation des négociations et non vers une transition" rapide, a souligné l'alliance.

LA CHARIA. Les généraux ont déclaré mardi qu'ils étaient d'accord avec la plupart des propositions de l'ALC sur la transition, tout en faisant état de "beaucoup de réserves" sur d'autres.

Ils ont soulevé surtout la question de la charia (loi islamique), en estimant qu'elle devait rester la source de la législation, et en reprochant à l'ALC de ne pas l'avoir mentionnée dans leurs propositions.

Pour l'ALC, les généraux ont soulevé "des questions non



Photo : AFP

Khaled Omar Youssef, l'un des leaders de la contestation : "Les formes de l'escalade sont (déjà) définies : poursuivre les sit-in et préparer un mouvement de désobéissance civile."

pertinentes, y compris celles de la langue officielle du pays et des sources de la législation dans une répétition ennuyeuse des surenchères de l'ancien régime".

Le régime du président déchu appliquait la charia, ce qui avait donné lieu, selon les défenseurs des droits humains, à des abus comme la flagellation de femmes pour "comportement indécent".

"Nous appelons le Conseil militaire à conclure un accord pour transférer le pouvoir aux forces révolutionnaires", ont ajouté les dirigeants de la contestation.

Selon des experts, la question sur la nature du régime pendant la période de transition et au-delà devrait être soumise à référendum

après une réflexion nationale.

Outre la charia, le porte-parole du Conseil militaire, le général Chamseddine Kabbachi, a exprimé d'autres réserves.

Selon lui, le Conseil est d'avis que la déclaration de l'état d'urgence devait revenir à un "conseil souverain" et non au gouvernement comme le proposent les leaders des manifestants.

Les deux parties divergent sur la composition du "Conseil souverain" : l'ALC exige qu'il soit dominé et dirigé par des civils, et les généraux insistent pour y garder la main haute.

ELECTIONS. Autre point de désaccord : les civils veulent une période de transition de quatre ans alors que les militaires considèrent qu'elle

peut être de deux ans seulement, a dit le général Kabbachi.

De même, les chefs de la contestation ont rejeté l'idée d'élections générales dans un délai de six mois en cas d'échec du processus de transition, avancée par les généraux.

Cela ne servira, selon eux, qu'à "légitimer" l'ancien régime qui continue d'avoir d'importants relais dans l'administration.

Mardi, l'un des chefs de l'ALC, Mohamed Naji al-Assam, a réitéré l'opposition de l'alliance à toute participation des figures de l'ancien régime à la période de transition.

"Le succès de la révolution repose sur le transfert du pouvoir à une autorité civile à part entière", a-t-il dit.

L'une des figures de ce régime, l'ancien patron du renseignement, Salah Ghosh, a été placé en résidence surveillée, a indiqué le général Kabbachi pour souligner la volonté du Conseil militaire de rompre avec l'ère Béchir.

Déclenché le 19 décembre pour protester contre la décision du gouvernement de tripler le prix du pain dans un pays à l'économie exsangue, le mouvement populaire s'est rapidement transformé en contestation inédite contre M. Béchir, qui avait pris le pouvoir par un coup d'Etat en 1989.

L'Afrique en bref

• **Bénin / Disparition. Touristes français : toujours pas de nouvelles**
Les recherches se poursuivent pour retrouver les deux touristes français disparus depuis le 1er mai alors qu'ils étaient en vacances dans le parc de la Pendjari, au Bénin, et dont on est toujours sans nouvelles.

• **Congo/Education. Les autorités décident de rapatrier de Cuba 142 étudiants**

Les autorités du Congo-Brazzaville ont décidé de rapatrier 142 étudiants originaires du pays évoluant dans des universités à Cuba pour "avoir réclamé violemment leurs bourses d'études" et enregistré de "mauvais résultats scolaires", a appris l'AFP hier.

• **Guinée/Politique. Prison ferme pour sept opposants à un 3e mandat présidentiel**

Sept opposants guinéens ont été condamnés à trois mois de prison ferme pour avoir manifesté contre l'intention prêtée au président Alpha Condé de modifier la Constitution pour briguer un troisième mandat, a-t-on appris hier de sources judiciaires.

• **Nigeria / Jihadistes. Boko Haram tue 9 civils dans le nord-est**

Des jihadistes du groupe Boko Haram ont tué neuf civils dans deux attaques séparées dans le nord-est du Nigeria où ils ont pillé et incendié un village, ont indiqué hier des sources officielle et locale.

• **RD Congo/Rébellion. 8 miliciens, 4 soldats et un policier tués dans l'Est**

Huit miliciens, un policier et quatre militaires ont été tués hier dans des combats entre les forces de sécurité et des miliciens dans deux provinces de l'est de la République démocratique du Congo, selon des sources militaires.

• **Zimbabwe / Justice. Annulation de la nomination du chef de l'opposition**



Photo : AFP/L'Union

La justice zimbabwéenne a annulé hier la procédure de nomination du chef de l'opposition Nelson Chamisa (photo) à la tête du Mouvement pour un changement démocratique (MDC), un jugement qui annule toutes ses décisions internes.

Japon/Au lendemain de l'intronisation du prince héritier Naruhito

L'hommage au nouvel empereur

LLIM
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR du Japon au Gabon, Masaaki Sato, a célébré, mardi, à sa résidence, l'intronisation impériale du prince héritier

Naruhito. Lequel est devenu officiellement, le 1er mai dernier, le nouvel empereur nippon.

A cette occasion, le corps diplomatique, les représentants des organisations internationales et quelques autorités gabonaises, dont le président de l'Assemblée nationale, Faustin Bou-

koubi, et le gouverneur de la province de l'Estuaire, Rigobert Ikambouayat Ndeka, ont été édifiés sur la nouvelle ère du Japon qui commence, 30 ans après le règne de l'empereur Akihito.

Dans une ambiance conviviale, les hôtes du plénipotentiaire nippon ont été au



Photo : L'Union

L'ambassadeur du Japon au Gabon, Masaaki Sato.

C'est arrivé...

Les clients se plaignent, l'aubergiste leur jette le repas au visage

DEUX clients d'une auberge autrichienne mécontents de leur commande ont trouvé plus furieux qu'eux : le patron de l'établissement qui a réagi en leur jetant leurs assiettes au visage, a rapporté l'autre jeudi la police autrichienne.

L'altercation, qui s'est déroulée mercredi soir dans un restaurant de la commune de Bad Schallerbach (nord), à 200 km de Vienne, a donné aux deux convives de nationalité hongroise et allemande une drôle d'image du sens autrichien de l'hospitalité.

"Après qu'il se sont plaints d'une erreur de commande, l'aubergiste de 56 ans (...) leur a lancé les assiettes et leur contenu à la figure", a indiqué un communiqué de la po-

lice du Land de Haute-Autriche.

Le patron leur a également adressé des propos "des plus grossiers" avant d'en venir aux mains avec les deux clients âgés de 40 et 41 ans, dont l'un réside en Autriche, qui ont fini par "prendre la fuite" de l'établissement.

Bilan pour les clients maltraités : une plaie à la lèvre pour l'un et une contusion au visage pour l'autre.

Dans sa rage, le patron s'en est ensuite pris à un autre groupe de quatre dîneurs qui, échaudés par l'ambiance, voulaient quitter le restaurant. Il a asséné plusieurs coups à un homme de 43 ans et à son père de 71 ans.

fait de cet avènement qui marque une nouvelle phase de l'histoire de son pays. Naruhito est le 126e empereur du Japon. Cette nouvelle ère impériale japonaise qui a débuté le 1er mai, au lendemain de l'abdication de son père Akihito, s'appelle "Reiwa" qui vient de "Rei" renvoyant à la beauté, "wa" à l'harmonie. Il signifie que la culture de l'harmonie sera nourrie tant que les êtres humains rassembleront les cœurs d'une manière pure, a laissé entendre Masaaki Sato. Il fallait célébrer cette succession historique qui,

pour la première fois en 202 ans se fait du vivant de l'empereur sortant, devenu à minuit empereur émérite. Aussi, a-t-il ajouté, Reiwa est la première ère impériale dans l'histoire du Japon en référence au livre national. Il est tiré d'un terme de la plus ancienne anthologie de la poésie japonaise vieille de 1200 ans, le Manyoshu. Né en février 1960, Naruhito est l'aîné des trois enfants de son père et de l'impératrice Michiko. Il fut le premier de la dynastie à être élevé par ses parents.

... à Bad Schallerbach (Autriche)